Emmanuel Macron, en cas de réélection, proposerait un “gouvernement d’union républicaine” comprenant des élus PCF, PS et EELV. “On peut gouverner avec Yannick Jadot”, déclare un ministre (MàJ)

13/04/2022 à 13h39



13/04/2022

Macron se mélenchonise (un poil)

« *JE SUIS PRÊT à inventer quelque chose de nouveau pour rassembler.* » Cette déclaration d'Emmanuel Macron, au soir du premier tour, a permis à Nicolas Sarkozy de saisir la perche *(lire plus loin)*. Elle avait été longuement discutée les jours précédents au sommet de la Macronie. Réélu, le président sortant proposerait donc de constituer un gouvernement d'union républicaine. Un gouvernement qui pourrait aussi servir, à ses yeux, de bouclier en cas de quinquennat chahuté, voire plus, par les revendications sociales.

Ouvert à qui ? Le plus d'acteurs possible. Mais encore ?

« *On peut gouverner avec Yannick Jadot* », s'est risqué un ministre. Le président du conseil régional de Paca, Renaud Muselier, LR récemment rallié, a proposé de rassembler les représentants de chacune des composantes qui a appelé, dimanche soir, à voter Macron au second tour. Soit, s'ils le veulent, des élus issus d'EELV, du PCF, du PS et de LR (Macron-Sarko-compatibles).

« *Des gaullistes aux communistes* », a approuvé Macron. Ne seraient donc exclus que les mélenchonistes et les lepénistes, qui de toute façon refuseraient d'aller à la soupe ou poseraient des conditions inacceptables pour l'exécutif.

Notons à ce propos que le candidat sortant a fait savoir, lundi, qu'il avait échangé des SMS avec le candidat de La France insoumise. Sur quels sujets ? Mélenchon affirme qu'il s'agit du sort d'un citoyen résidant à l'étranger et menacé de mort. A l'Elysée, les conseillers précisent qu'un échange au moins concerne l'élection présidentielle.

Le chef des Insoumis aurait fait passer, en substance, le message suivant à Macron : « *J'ai clairement pris position contre Le Pen. A vous, maintenant, de donner des signes clairs à nos électeurs pour leur permettre de bouger.* »

Coïncidence. En fin de matinée, à Denain, Macron citait Jaurès et faisait savoir qu'il était prêt à « *enrichir* [s]*on projet, notamment sur l'écologie* ». Il reculait aussi (un peu) sur l'âge légal de la retraite (64 ans au lieu de 65 ans) et se disait disposé à amender sa réforme, et même à la soumettre à un référendum. Il a également chargé son équipe d'étudier d'urgence la création d'« *un impôt de guerre* », une taxe temporaire sur les grandes entreprises qui permettrait de distribuer du pouvoir d'achat.



La danse du ventre pour capter le vote des 7 714 949 électeurs de Mélenchon ne fait sans doute que commencer.

Au point que la garde rapprochée de Macron se posait, mardi, cette grave question : le ralliement de Sarko, souhaité depuis des semaines, ne risque-t-il pas aujourd'hui de faire fuir des électeurs de gauche déjà si difficiles à capter ?

Un soutien de Carla aurait eu sans doute moins de conséquences.

Cliquez sur l'image pour l'agrandir
[Le Canard enchaîné]

12/04/2022

Le maire de Nice Christian Estrosi, ex-membre des Républicains

aujourd'hui soutien d'Emmanuel Macron, a appelé mardi à « un gouvernement d'union républicaine » qui intégrerait des représentants des partis ayant « clairement appelé à voter » pour le chef de l'Etat

(…) Évoquant les « gouvernements d'ouverture » sous la présidence de Nicolas Sarkozy (droite, 2012-2017), qui avaient intégré des personnalités de gauche comme Frédéric Mitterrand, le fondateur de Médecins sans frontières Bernard Kouchner ou la militante associative Fadela Amara, le maire de Nice a prôné une telle ouverture.

(…) Dans « un esprit de dépassement », un tel gouvernement pourrait intégrer des représentants du Parti socialiste, du Parti communiste ou des écologistes, dont les candidats Anne Hidalgo, Fabien Roussel ou Yannick Jadot ont dès dimanche soir appelé à voter Emmanuel Macron pour faire barrage à Marine Le Pen, la candidate du Rassemblement national, a expliqué l'ancien ministre de l'Industrie.

Sud Ouest

> *Estrosi non satisfait de sa traîtrise envers sa famille politique veut désormais faire entrer avec lui dans le gouvernement des écolos, socialistes et communistes.*
>
> *Ce sont ces minables calculs de boutiquiers qui font monter l'abstention et dégoûtent les Français de la politique. pic.twitter.com/zVLD02Bm5t*
>
> *— Eric Ciotti (@ECiotti) April 12, 2022*